

aux côtés du parti révolutionnaire et même y adhèrent.

Le mouvement nationale de « libération » de 1921 n'entama pas la puissance économique des couches seigneuriales (féodaux et clergé). Les féodaux avaient, il est vrai, perdu en partie le pouvoir politique. D'ailleurs, spontanément, comme les nobles de la révolution de 1789, ils avaient, tout en renonçant à leurs titres nobiliaires, renoncé à leurs privilèges et, en témoignage, s'étaient coupé la petite tresse que seuls les nobles avaient le droit de porter. Seulement, ils détenaient la vraie richesse du pays : le bétail et la masse de « arats » restait comme auparavant asservie.

Il est évident qu'après l'établissement du pouvoir démocratique, après son renforcement, après la suppression des privilèges féodaux dans le régime politique du pays, on aurait dû commencer à extirper les rapports féodaux dans l'économie du pays, réaliser la réforme anti-féodale et une nouvelle répartition de la richesse nationale (bétail).

Mais rapidement une grande partie de cette noblesse devint hostile au nouveau pouvoir. Déjà en 1922 une conspiration fut découverte à laquelle participèrent des membres du gouvernement. Parmi les 15 personnes qui furent alors fusillées se trouvait Bodo, ci-devant premier ministre et une paire d'autres ministres dont notamment celui de la Justice. Peu après, ce fut le commandant de l'armée qui, en 1924, fut fusillé par ordre du 3e Congrès du parti, à cause de ses rapports avec la Chine.

Les différenciations dans les organes dirigeants du parti et par conséquent également dans l'appareil étatique — qui maintenant est seulement composé de membres du parti — ont donné naissance à une droite qui a pris dans ses mains le parti. Celle-ci fut appuyée par les féodaux, les fonctionnaires, les grands lamas, les couches aisées des « arats », s'alliant avec la naissante bourgeoisie mongole formée par le capital commercial et étranger (surtout chinois). En particulier, les intérêts et les espoirs de cette bourgeoisie naissante se manifestent dans la tendance « vers l'Orient », c'est-à-dire vers la séparation du parti populaire mongol (le mot révolutionnaire a été enlevé) de l'I. C., la rupture de la Mongolie extérieure avec la Russie Soviétique,

l'alliance avec le Kouomintang et même avec l'impérialisme japonais. L'opposition qui s'était manifestée au sein du parti de la part des « houndon », pasteurs et paysans pauvres sans terre ni bétail, a été matée.

Il va de soi que le triomphe du centrisme en Russie, l'écrasement de la révolution chinoise en 1927, ont eu des répercussions très importantes au sein du parti et ont résolu négativement la crise de ce dernier.

En conclusion, la Mongolie est non seulement dominée militairement par la Russie, il y a en Mongolie des forces de cavalerie russes et l'Armée Rouge mongole est constituée sur le type de l'Armée russe, ses officiers provenant de l'Ecole militaire de Moscou, mais aussi économiquement. Si les terres sont presque toutes entre les mains des Chinois, le commerce d'exportation mongol (laine, peaux, cuir) est de 21 millions et demi de tourikh (le tourikh vaut un demi dollar) vers la Russie et 8 millions vers la Chine.

..

Non seulement pour « pouvoir conquérir la Chine », mais aussi pour la tâche immédiate d'occupation des provinces maritimes de la Russie d'Asie, les impérialistes et militaires japonais considèrent indispensable l'occupation préalable de la Mongolie extérieure.

Déjà, en mars 1918, les Japonais prenant prétexte de l'assassinat d'un Japonais à Vladivostok, débarquaient des troupes qui occupèrent les provinces maritimes et s'avancèrent en soutenant les blancs, jusqu'au cœur de la Sibérie. Mais devant l'offensive victorieuse des rouges et surtout ne se sentant pas en condition de risquer une guerre, le Japon recula et ne poussa pas sa promenade militaire plus loin. Le 24 octobre 1922, le dernier soldat japonais avait abandonné Vladivostok. Et en 1925, une moitié de l'île de Sakhaline, occupée en 1920, fut également évacuée et restituée à la Russie.

Mais cette renonciation au Japon n'est que momentanée. Aujourd'hui, en 1934, l'impérialisme nippon se tourne de nouveau vers ces contrées. En particulier, l'occupation de la Mongolie signifierait pour le Japon tant économiquement que militairement un point appréciable. En outre, des richesses inexploitées du sous-

sol, il y a en Mongolie 1,340,000 chevaux, 270,000 chameaux, 1,500,000 têtes de gros bétail et 10,600,000 de petit bétail.

Du point de vue militaire et du renforcement de ses positions stratégiques, l'occupation de la Mongolie est nécessaire au Japon. En effet, après la création de l'empire de Mandchourie, le Japon a transporté ses frontières sur le fleuve Amour. Une fois qu'il aurait occupé la province maritime et toute l'île de Sakhaline, la mer du Japon le deviendrait effectivement et non plus seulement de nom. Déjà avec la cession du chemin de fer oriental par la Russie à la Mandchourie, la province maritime de la Russie d'Asie reste sur un seul pied.

Mais au-delà du fleuve Amour, il y a toujours l'Armée Rouge de l'Extrême-Orient qui s'étend du lac Baikal à Vladivostok et dont des forces de cavalerie se trouvent en Mongolie rouge. L'occupation japonaise de la Mongolie signifierait une flèche dans le flanc de l'Armée rouge, la possibilité d'effectuer une sortie plus ou moins dangereuse sur Chita, où se trouve aujourd'hui le grand quartier général de Blücher, le commandant de l'Armée rouge. Ainsi, au moment où l'armée japonaise tenterait de forcer le passage de l'Amour vers Harbin et la province maritime, par la Mongolie elle pourrait menacer de couper le chemin de

fer transibérien qui reste encore la principale voie commerciale et de ravitaillement, en attendant la création de nouveaux chemins de fer « arctiques ».

L'occupation de la Mongolie extérieure serait donc une base éventuelle pour une pénétration japonaise en Asie centrale et dans le Turkestan dont les richesses naturelles (surtout le coton) n'ont pas été négligées par le mémorandum célèbre de Tanaka.

L'offensive de l'impérialisme nippon se poursuit en Asie. Hier, c'était la Mandchourie, dont nous parlerons dans un prochain article, aujourd'hui les menaces se dirigeront vers la Mongolie extérieure. Mais ici les dangers d'une conflagration avec la Russie Soviétique peut être possible (sans être certaine), du fait que la Russie semble être décidée à faire les concessions les plus importantes pour éviter la guerre.

Ainsi, l'on peut affirmer que la politique du centrisme en Mongolie « rouge » a plutôt affaibli les couches exploitées sur lesquelles l'Etat soviétique aurait pu s'appuyer dans les situations de demain, et a renforcé la bourgeoisie naissante, les féodaux mongols qui appuieront ouvertement les plans de l'impérialisme japonais lorsqu'il passera à l'attaque.

Gatto MAMMONE.

Mouvement Communiste International

Une résolution de la Ligue des Communistes de Belgique

La Conférence Nationale de la Ligue a poursuivi, les samedi et dimanche 28 et 29 juillet, l'examen de la situation et adopté, en fin de ses travaux, la résolution suivante :

1. — La lutte qui se développe, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, entre le capitalisme et le prolétariat, pose l'alternative : guerre ou révolution. Dans la période décadente du capitalisme, ces deux termes représentent les frontières entre lesquelles va l'évolution de la société. Guerre, parce que le capitalisme détermine des contradictions économiques entre impérialismes et que c'est seulement en abattant et pillant leurs rivaux que ces impérialismes peuvent surmonter les antagonismes sociaux qui surgissent en leur sein. Révolution,

parce que le degré atteint par la division de la société en classes et par le travail collectif des masses permettent à ces dernières de se forger une conscience historique. Celle-ci trouvant son expression dans le parti révolutionnaire et autres organisations prolétariennes, oppose au capitalisme la société communiste. Le fascisme représente l'élément auquel recourt le capitalisme lorsqu'il est impuissant à faire disparaître les remous révolutionnaires du prolétariat. Cette impuissance peut résulter de situations économiques particulières imposées par les vainqueurs de la dernière guerre à des pays comme l'Allemagne, ou des conditions nées de la guerre comme en Italie, et qui rendent nécessaires la destruction des organisations du prolétariat afin de pouvoir pré-